

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 291

[C — 2002/29631]

29 NOVEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création du Conseil de coordination et des Conseils de zone de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française;

Vu le décret du 9 novembre 1990 portant organisation des établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française et instaurant la participation des membres de la communauté éducative, notamment l'article 8, § 2, 6°;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 septembre 1998 portant création du Conseil de coordination et des Conseils de zone de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 13 mai 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 mai 2002;

Vu le protocole du Comité de secteur IX, donné le 19 juin 2002

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 30 mai 2002 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 33.782/2/V du Conseil d'Etat donné le 2 septembre 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 14 octobre 2002;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 16 octobre 2002;

Sur la proposition du Ministre ayant l'Enseignement de promotion sociale dans ses attributions,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Le Conseil de Coordination de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française*

Article 1^{er}. Il est créé un Conseil de coordination de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française auprès de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique.

Art. 2. § 1^{er}. Le Conseil de coordination est composé comme suit :

1) le Directeur général adjoint du Service général des affaires pédagogiques, de la recherche en pédagogie et du pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française, qui en assure la présidence;

2) l'Administrateur pédagogique de l'enseignement de promotion sociale, qui en assure la vice-présidence;

3) le Directeur général adjoint du Service général de l'enseignement de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit et de l'enseignement à distance;

4) le délégué du Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions;

5) un membre du service d'inspection de l'enseignement de promotion sociale désigné, sur proposition dudit service, par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions;

6) le président de chacune des 5 zones visées à l'article 12, parmi lesquels le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions désigne un second vice-président;

7) le membre du secrétariat permanent du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale et de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale désigné par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions pour le réseau de l'enseignement de la Communauté française;

8) les membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale du réseau de la Communauté française qui représentent ce réseau dans les différents organismes, notamment au Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale et à la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale, au Centre de coordination et de gestion des fonds européens pour l'enseignement de promotion sociale et pour l'enseignement supérieur, au Conseil de l'Education et de la formation, lorsque leur présence est nécessaire aux travaux du Conseil de Coordination, sur décision du Président.

§ 2. Un membre suppléant est désigné pour chacun des membres effectifs visés au § 1^{er}, 3) et 5).

§ 3. Le vice-président de chacune des cinq zones visées à l'article 12 assure la suppléance du président de la zone concernée en cas d'empêchement de ce dernier, qui prévient son vice-président.

§ 4. Les membres visés au § 1^{er}, 1) à 3) et 5) à 7) ont voix délibérative.

Art. 3. Le Conseil de Coordination a pour missions :

1) de communiquer au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions, d'initiative ou à sa demande, des avis et des propositions sur toutes les questions relatives au fonctionnement et au développement de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française;

2) de formuler des propositions concernant les relations entre l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française et les milieux extérieurs, tels que notamment les milieux économiques et sociaux, les partenaires sociaux, la Commission Emploi-Formation-Enseignement,...;

3) de proposer à la Commission de la formation en cours de carrière visée à l'article 10 du décret du 30 juin 1998 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale des thèmes généraux de formation en cours de carrière pour les membres du personnel du réseau de la Communauté française;

4) de présenter au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions, d'initiative ou à la demande de celui-ci, des propositions en matière de planification et de programmation;

5) de présenter au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions des propositions en matière de gestion des périodes de la dotation des établissements du réseau de la Communauté française, notamment dans le cas de prêts de périodes;

6) de proposer au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions une répartition des moyens du Fonds social européen entre les établissements du réseau de la Communauté française selon des critères précisés dans le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 6;

7) de proposer au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions les candidatures des membres représentant le réseau auprès du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale et du président ou vice-président, s'il échet;

8) de proposer au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions les candidatures des membres représentant le réseau auprès de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale et du président ou vice-président, s'il échet;

9) de proposer au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions les représentants du réseau au sein des diverses instances, notamment le Fonds social européen, le Conseil pédagogique de l'enseignement de la Communauté française, la Commission Communautaire des Professions et des Qualifications, le Conseil de l'Education et de la formation,...;

10) d'examiner les avis et propositions émanant des Conseils de zone visés à l'article 12, organiser l'information et susciter l'avis de ceux-ci sur les problèmes à débattre au sein du Conseil de coordination;

11) de remettre un avis au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions en cas de conflit au sein d'un Conseil de zone ou entre les Conseils de zone visés à l'article 12;

12) de remettre un avis au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions quant aux positions du réseau à destination des diverses instances, notamment le Conseil supérieur et la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale, le Fonds social européen, le Conseil pédagogique de l'enseignement de la Communauté française, la Commission Communautaire des Professions et des Qualifications, le Conseil de l'Education et de la formation.

Art. 4. Le Conseil de coordination remplit les missions visées à l'article 3 sur la base d'un consensus.

Lorsque celui-ci ne peut être atteint, il prend ses décisions, rend ses avis, formule ses propositions et accomplit toutes les missions visées à l'article 3, sur base d'un vote émis à la majorité des deux tiers des membres présents ayant voix délibérative.

S'il échet, une note de minorité est jointe.

Art. 5. Le Conseil de coordination peut faire appel à tout expert extérieur et peut constituer des groupes de travail en faisant appel à des membres de l'administration, à des membres de l'inspection ou à des membres des personnels des établissements de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française.

Art. 6. Le Conseil de coordination fixe son règlement d'ordre intérieur, qui est soumis pour approbation au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

Art. 7. Les frais de déplacement des membres du Conseil de coordination et des groupes de travail ainsi que les frais de fonctionnement sont à charge du Service général des affaires pédagogiques, de la recherche en pédagogie et du pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française.

Art. 8. Les personnes participant aux réunions du Conseil de coordination ou des groupes de travail visés à l'article 5 sont considérées comme étant en activité de service.

CHAPITRE II. — *Le secrétariat de coordination*

Art. 9. Le secrétariat de coordination du Conseil de coordination est assuré par un membre du Service général des Affaires pédagogiques, de la Recherche en pédagogie et du Pilotage de l'Enseignement organisé par la Communauté française.

Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions met à la disposition du secrétariat de coordination un membre du personnel directeur ou enseignant du réseau, choisi en raison de sa compétence en matière d'enseignement de promotion sociale.

Art. 10. Le secrétariat de coordination a pour missions :

1) d'assurer le secrétariat du Conseil de coordination et des groupes de travail visés à l'article 5, de rédiger les convocations et les procès-verbaux des réunions, d'en préparer les travaux;

2) de communiquer aux présidents des Conseils de zone visés à l'article 12 ainsi qu'à tous les autres chefs d'établissements du réseau les informations nécessaires aux travaux du Conseil de coordination et des Conseils de zone visés à l'article 12;

3) de transmettre aux présidents des Conseils de zone visés à l'article 12 ainsi qu'à tous les autres chefs d'établissements du réseau les procès-verbaux des travaux du Conseil de coordination;

4) d'informer les présidents des Conseils de zone visés à l'article 12 ainsi que tous les autres chefs d'établissements du réseau des travaux et avis du Conseil supérieur et de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale;

5) de communiquer aux présidents des Conseils de zone visés à l'article 12 ainsi qu'à tous les autres chefs d'établissements du réseau toute information à propos des dossiers pédagogiques qui concernent celui-ci;

6) de convoquer, à la demande du Président du Conseil de coordination, les représentants du réseau visés à l'article 2, § 1^{er}, 8);

7) de convoquer, à la demande du Président du Conseil de coordination ou sur décision dudit Conseil, les experts et membres des groupes de travail visés à l'article 5;

8) de préparer les travaux du Conseil de coordination concernant les demandes de création ou de programmation de dossiers pédagogiques émanant des Conseils de zone visés à l'article 12 en recueillant à l'avance les avis émis par lesdits Conseils afin de ne présenter en séance que les situations problématiques ou conflictuelles;

9) de préparer les travaux du Conseil de coordination concernant l'utilisation des moyens du Fonds social européen par les établissements du réseau de la Communauté française en recueillant préalablement les avis des Conseils de zone visés à l'article 12;

10) d'introduire auprès de l'administration de l'enseignement de promotion sociale les dossiers pédagogiques présentés par le réseau;

11) d'introduire auprès de l'administration de l'enseignement de promotion sociale, après accord du Conseil de coordination, les demandes de programmation de dossiers pédagogiques approuvées par les Conseils de zone visés à l'article 12 pour un établissement de la zone concernée;

12) de tenir à jour la bibliothèque des dossiers pédagogiques du réseau.

Art. 11. § 1^{er}. Dans un délai maximum de deux semaines avant chaque Conseil de coordination, le président convoque les vice-présidents, le délégué du Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions, le membre du secrétariat permanent du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale et de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale visé à l'article 2, § 1^{er}, 7) et le(s) membre(s) du secrétariat de coordination afin de définir l'ordre du jour dudit Conseil et d'en préparer les travaux.

§ 2. Le secrétariat de coordination transmet dans un délai maximum de trois jours ouvrables aux présidents des Conseils de zone visés à l'article 12 ainsi qu'à tous les autres chefs d'établissements du réseau l'ordre du jour visé au § 1^{er} ainsi que les documents et informations nécessaires afin que ceux-ci puissent se prononcer et dûment mandater leur président.

§ 3. Si nécessaire, le président réunit les membres cités au § 1^{er} pour assurer le suivi des travaux du Conseil de coordination.

CHAPITRE III. — *Les conseils de zone*

Art. 12. Il est créé 5 zones regroupant les établissements d'enseignement de promotion sociale organisés par la Communauté française et définies comme suit :

1) la zone de Bruxelles et du Brabant wallon, dont le ressort territorial correspond à la région de Bruxelles-Capitale et à la Province du Brabant wallon;

2) la zone du Hainaut, dont le ressort territorial correspond à la Province de Hainaut;

3) la zone de Liège, dont le ressort territorial correspond à la Province de Liège, à l'exception de la région de langue allemande;

4) la zone de Luxembourg, dont le ressort territorial correspond à la Province de Luxembourg;

5) la zone de Namur, dont le ressort territorial correspond à la Province de Namur.

Art. 13. Un Conseil de zone est installé dans chacune des 5 zones visées à l'article 12.

Si nécessaire, les Conseils de zone peuvent tenir des réunions conjointes.

Art. 14. § 1^{er}. Chaque Conseil de zone est composé comme suit :

1) les directeurs des établissements d'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française dont le siège se situe dans la zone concernée, parmi lesquels le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions désigne un président et un vice-président conformément aux dispositions de l'article 15;

2) un représentant du personnel enseignant ou du personnel auxiliaire d'éducation élu par ses pairs par établissement d'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française dont le siège se situe dans la zone considérée;

3) un membre du service d'inspection désigné par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions sur proposition de l'Administrateur pédagogique de l'enseignement de promotion sociale.

§ 2. Les membres visés au § 1^{er}, 1) à 3) ont voix délibérative.

Art. 15. Un mois au plus tard avant la fin du mandat du président du Conseil de zone, le secrétariat dudit Conseil visé à l'article 23 transmet la liste des chefs d'établissements candidats aux postes de président et de vice-président au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions, qui désigne un président et un vice-président parmi ceux-ci. En cas d'absence de candidat, le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions choisit un président et un vice-président parmi les chefs d'établissements de la zone concernée.

Art. 16. Les mandats du président et du vice-président sont fixés à quatre ans, éventuellement renouvelables.

Art. 17. Les Conseils de zone ont pour missions :

1) de communiquer au Conseil de coordination, d'initiative ou à la demande dudit Conseil, des avis et propositions sur toutes les questions relatives au fonctionnement de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française au sein de la zone;

2) de formuler et de communiquer au Conseil de coordination des propositions relatives à l'harmonisation de l'offre de formation de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française, les autres réseaux et/ou les autres acteurs de formation au sein de la zone;

3) de remettre un avis sur toute demande formulée par le Conseil de coordination, notamment en ce qui concerne les actions du Fonds social européen et les conventions;

4) de favoriser l'harmonisation de l'offre de formation de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française dans la zone;

5) de proposer au Conseil de coordination les synergies entre l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française, les autres réseaux et d'autres acteurs de formation au sein de la zone;

6) de proposer au Conseil de coordination des thèmes généraux de formation en cours de carrière;

7) de proposer au Conseil de coordination une position concertée à propos des demandes d'ouvertures de nouvelles formations dans les établissements de la zone;

8) de proposer au Conseil de coordination une position concertée à propos des demandes de création de nouvelles formations dans la zone;

9) de formuler toute suggestion auprès du Conseil de coordination visant à promouvoir l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française dans la zone.

Art. 18. Les Conseils de zone remplissent les missions visées à l'article 17 sur la base d'un consensus.

Lorsque celui-ci ne peut être atteint, ils prennent leurs décisions, rendent leurs avis, formulent leurs propositions et accomplissent toutes les missions visées à l'article 17, sur base d'un vote émis à la majorité des deux tiers des membres présents ayant voix délibérative.

S'il échet, une note de minorité est jointe.

Art. 19. Les Conseils de zone peuvent faire appel à tout expert extérieur et peuvent constituer des groupes de travail en faisant appel à des membres des personnels des établissements de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française.

Art. 20. Chaque Conseil de zone fixe son règlement d'ordre intérieur sur le modèle proposé par le Conseil de coordination, et le soumet pour approbation au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

Art. 21. Les frais de fonctionnement des Conseils de zone sont pris en charge conjointement par les établissements de la zone considérée.

Art. 22. Les personnes participant aux réunions des Conseils de zone ou des groupes de travail visés à l'article 19 sont considérées comme étant en activité de service.

CHAPITRE IV. — *Le secrétariat de zone*

Art. 23. Le secrétariat de chaque Conseil de zone est assuré par un membre du personnel auxiliaire d'éducation désigné pour un demi-horaire par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions et rattaché administrativement à l'établissement dirigé par le président du Conseil de zone concerné.

Sur décision du Conseil de zone, le secrétariat de chacun desdits Conseils peut être complété par un membre du personnel auxiliaire d'éducation dont la fraction d'emploi concernée est pris(e) en charge conjointement par les établissements de la zone considérée.

Art. 24. Le secrétariat de zone a pour missions :

1) d'assurer le secrétariat du Conseil de zone et des groupes de travail visés à l'article 19, de rédiger les convocations et les procès-verbaux des réunions, d'en préparer les travaux;

2) de communiquer à tous les membres du Conseil de zone les informations nécessaires aux travaux dudit Conseil;

3) de transmettre au Président du Conseil de coordination et aux membres du Conseil de zone les convocations et les procès-verbaux;

4) de convoquer, à la demande du Président du Conseil de zone ou sur décision dudit Conseil, les experts et membres des groupes de travail visés à l'article 19;

5) d'assurer le suivi des dossiers pédagogiques de régime 1 présentés par les établissements de la zone après approbation du Conseil de zone en concertation avec le secrétariat de coordination;

6) de tenir à jour la bibliothèque des dossiers pédagogiques de la zone.

CHAPITRE V. — *Mesures transitoire, abrogatoire et finales*

Art. 25. Les Présidents des Conseils de zone en exercice à la date d'entrée en vigueur du présent Arrêté terminent leur mandat le 31 décembre 2002. Jusqu'à cette date, les Présidents des anciens Conseils de zone de Bruxelles et du Brabant wallon co-président la zone de Bruxelles et du Brabant wallon.

Art. 26. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 septembre 1998 portant création du Conseil de coordination et des Conseils de zone de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française est abrogé.

Art. 27. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 28. Le Ministre ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 novembre 2002.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 291

[C — 2002/29631]

29 NOVEMBER 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot oprichting van de Coördinatieraad en de Zoneraden voor het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 9 november 1990 tot organisatie van de door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijsinstellingen en tot invoering van een regeling tot inspraak voor leden van de onderwijsgemeenschap, inzonderheid op artikel 8, § 2, 6°;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 september 1998 tot oprichting van de Coördinatieraad en de Zoneraden voor het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 13 mei 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 30 mei 2002;

Gelet op het protocol van het Comité van sector IX, gegeven op 19 juni 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 mei 2002 over de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens één maand;

Gelet op het advies 33.782/2/V van de Raad van State, gegeven op 2 september 2002, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 14 oktober 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 oktober 2002;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het Onderwijs voor Sociale promotie behoort,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — De coördinatieraad voor het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap

Artikel 1. Een Coördinatieraad voor het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap wordt opgericht bij het Algemeen Bestuur voor Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek.

Art. 2. § 1. De Coördinatieraad wordt als volgt samengesteld :

1) de adjunct-directeur-generaal van de Algemene dienst voor pedagogische aangelegenheden, voor onderzoek inzake pedagogie en voor sturing van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, die de voorzitterschap ervan waarneemt;

2) de pedagogische bestuurder voor onderwijs voor sociale promotie, die als ondervoorzitter fungeert;

3) de Directeur-generaal van de Algemene dienst voor sociale promotie, kunstonderwijs met beperkt leerplan en afstandsonderwijs;

4) de afgevaardigde van de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort;

5) een lid van de inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie, aangesteld, op de voordracht van genoemde dienst, door de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort;

6) de voorzitter van elke van de in artikel 12 bedoelde 5 zones, onder wie de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort een tweede ondervoorzitter aanstelt;

7) het lid van het vast secretariaat van de Hogere raad van het onderwijs voor sociale promotie en de Overlegcommissie van het onderwijs voor sociale promotie, aangesteld door de Minister voor het onderwijsnet van de Franse Gemeenschap;

8) de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie van het net van de Franse Gemeenschap die dit net vertegenwoordigen binnen verschillende organisaties, inzonderheid binnen de Hoge Raad voor Onderwijs voor sociale promotie en het overlegcomité van onderwijs voor sociale promotie, binnen het coördinatie- en het beheerscentrum van de Europese fondsen voor het onderwijs voor sociale promotie en voor hoger onderwijs, binnen de Opvoedende raad en de Vormingsraad, wanneer hun aanwezigheid noodzakelijk is voor de werkzaamheden van de Coördinatieraad, op beslissing van de Voorzitter.

§ 2. Een plaatsvervangend lid wordt aangesteld voor elk werkend lid bedoeld bij § 1, 3) en 5).

§ 3. De ondervoorzitter van elke van de vijf zones bedoeld in artikel 12 zorgt voor de plaatsvervangende voorzitter van de betrokken zone bij verhindering van deze laatste, die zijn ondervoorzitter ervan op de hoogte brengt.

§ 4. De leden bedoeld bij § 1, 1) tot 3) en 5) tot 7) zijn stemgerechtigd.

Art. 3. De Coördinatieraad heeft tot opdracht :

1) de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, op eigen initiatief of op diens aanvraag, adviezen en voorstellen mede te delen in verband met de werking en de ontwikkeling van het onderwijs voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap;

2) voorstellen betreffende de betrekkingen tussen het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs en de buitenmilieus, zoals inzonderheid de maatschappelijke en economische milieus, de maatschappelijke partners, de Commissie Betrekking-Opleiding-Onderwijs te formuleren;

3) de Bijscholingscommissie bedoeld bij artikel 10 van het decreet van 30 juni 1998 met betrekking tot de bijscholing van de leden van het directie- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel in het onderwijs voor sociale promotie, algemene opleidingsthema's gedurende de loopbaan voor te stellen loopbaan voor de personeelsleden van het net van de Franse Gemeenschap;

4) aan de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, op eigen initiatief of op diens aanvraag, voorstellen te formuleren betreffende de planning en de programmatie;

5) aan de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, voorstellen te formuleren betreffende het beheer van de periodes van de dotatie van de instellingen van het net van de Franse Gemeenschap, inzonderheid in het geval van periodeleningen;

6) aan de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, een verdeling voor te stellen van de middelen van het Europees Sociaal Fonds over de instellingen van het net van de Franse Gemeenschap volgens de criteria bepaald in het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 6;

7) aan de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, candidaturen voor te stellen van de leden die het net vertegenwoordigen bij de Hoge Raad van onderwijs voor sociale promotie en bij de voorzitter of ondervoorzitter, in voorkomend geval;

8) aan de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, de candidaturen voor te stellen van de leden die het net vertegenwoordigen bij het Overlegcomité van het onderwijs voor sociale promotie en bij de voorzitter of ondervoorzitter, in voorkomend geval;

9) aan de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, de vertegenwoordigers voor te stellen van het net bij verschillende instanties, inzonderheid het Europees Sociaal Fonds, de Pedagogische raad van onderwijs voor Sociale Promotie, de Gemeenschapscommissie van Beroepen en Kwalificaties, de Opvoedings- en Vormingsraad,...;

10) de adviezen en voorstellen te bestuderen van de Raden uit de in artikel 12 bedoelde zones, de informatie te organiseren en het advies te vragen van deze over de problemen waarover moet worden beraadslaagd binnen de Coördinatieraad;

11) een advies te geven aan de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort bij een geschil binnen een Zoneraad of tussen de Zoneraden bedoeld in artikel 12;

12) een advies te geven aan de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort betreffende de houding van het net voor verscheidene instanties, inzonderheid de Hoge raad en het Overlegcomité van het onderwijs voor sociale promotie, het Europees Sociaal Fonds, de Pedagogische raad voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, de Gemeenschapscommissie van de Beroepen en Kwalificaties, de Opvoedings- en Vormingsraad,...

Art. 4. De Coördinatieraad vervult de in artikel 3 bedoelde opdrachten op basis van een consensus.

Wanneer deze niet kan worden bereikt, neemt hij beslissingen, brengt hij adviezen uit, formuleert hij voorstellen en vervult hij alle in artikel 3 bedoelde opdrachten, op basis van een stemming met meerderheid van twee derde van de aanwezige leden die stemgerechtigd zijn.

In voorkomend geval, wordt een minderheidsnota bijgevoegd.

Art. 5. De Coördinatieraad kan zich beroepen op elke externe deskundige en kan werkgroepen opstellen door zich te beroepen op leden van het bestuur, de inspectie of van het personeel van de instellingen van het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 6. De coördinatieraad stelt zijn huishoudelijk reglement vast, dat voor goedkeuring voorgelegd wordt aan de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort.

Art. 7. De verplaatsingskosten van de leden van de Coördinatieraad en van de werkgroepen alsmede de werkingskosten zijn ten laste van de Algemene dienst voor Pedagogische zaken, pedagogisch onderzoek en sturing van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 8. De personen die aan de vergaderingen van de Coördinatieraad of van de in artikel 5 bedoelde werkgroepen deelnemen, worden geacht als zijnde in dienstactiviteit.

HOOFDSTUK II. — *Het coördinatiesecretariaat*

Art. 9. Het coördinatiesecretariaat van de Coördinatieraad wordt waargenomen door een lid van de algemene dienst voor Algemene pedagogische zaken, voor Onderzoek en pedagogie en voor Sturing van het Onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, stelt ter beschikking van het secretariaat een lid van het bestuurs- of onderwijzend personeel van het net, gekozen omwille van zijn bekwaamheden inzake onderwijs voor sociale promotie.

Art. 10. Het coördinatiesecretariaat heeft als opdracht :

- 1) voor het secretariaat te zorgen van de Coördinatieraad en van de in artikel 5 bedoelde werkgroepen, de oproevingen en de notulen van de vergaderingen op te stellen, de werkzaamheden ervan voor te bereiden;
- 2) aan de voorzitters van de in artikel 12 bedoelde Zoneraden alsmede aan alle andere instellingshoofden van het net de nodige informatie mee te delen voor de werkzaamheden van de Coördinatieraad en van de Zoneraden bedoeld in artikel 12;
- 3) aan de voorzitters van de in artikel 12 bedoelde Zoneraden alsmede aan alle andere instellingshoofden van het net de notulen mee te delen van de werkzaamheden van de Coördinatieraad;
- 4) de voorzitters van de in artikel 12 bedoelde Zoneraden alsmede aan alle andere instellingshoofden van het net de werkzaamheden en adviezen mee te delen van de Hoge Raad en het Overlegcomité van het onderwijs voor sociale promotie;
- 5) aan de voorzitters van de in artikel 12 bedoelde Zoneraden alsmede aan alle andere instellingshoofden van het net alle informatie mee te delen betreffende de pedagogische dossiers die deze betreffen;
- 6) op de aanvraag van de Voorzitter van de Coördinatieraad de in artikel 2, § 1, 8), bedoelde vertegenwoordigers van het net bijeenroepen;
- 7) op de aanvraag van de Voorzitter van de Coördinatieraad of volgens de beslissing van de betrokken raad, de in artikel 5 bedoelde deskundigen en leden van de werkgroepen bijeenroepen;
- 8) de werkzaamheden voor te bereiden van de Coördinatieraad betreffende de aanvragen om oprichting of programmatie van pedagogische dossiers vanwege de in artikel 12 bedoelde Zoneraden door op voorhand de adviezen opnemen van deze Raden om tijdens de zitting slechts de probleem- of conflictuele gevallen voor te stellen;
- 9) de werkzaamheden van de Coördinatieraad voor te bereiden betreffende het gebruik van de middelen van het Europees Sociaal Fonds door de instellingen van het net van de Franse Gemeenschap door op voorhand de adviezen te verzamelen van de in artikel 12 bedoelde Zoneraden;
- 10) bij de administratie van het onderwijs voor sociale promotie de pedagogische dossiers in te dienen die door het net zijn voorgesteld;
- 11) bij de administratie van het onderwijs voor sociale promotie, na het akkoord van de Coördinatieraad, de aanvragen om programmatie van pedagogische dossiers in te dienen, die goedgekeurd zijn door de Zoneraden bedoeld in artikel 12 voor een instelling van de betrokken zone;
- 12) de bibliotheek van de pedagogische dossiers van het net bij te houden.

Art. 11. § 1. Binnen een termijn van hoogstens twee weken voor elke Coördinatieraad, roept de voorzitter de ondervoorzitters, de afgevaardigde van de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, het lid van het permanent secretariaat van de Hogere raad van het onderwijs voor sociale promotie en van het Overlegcomité van Onderwijs voor Sociale Promotie bedoeld bij artikel 2, § 1, 7) en het (de) lid (leden) van het coördinatiesecretariaat bijeen, om de agenda van deze Raad te bepalen en de werken ervan voor te bereiden.

§ 2. Het coördinatiesecretariaat legt binnen een termijn van hoogstens drie werkdagen de in § 1 bedoelde agenda alsmede alle documenten en nodige informatie voor aan de voorzitters van de in artikel 12 bedoelde Zoneraden alsmede aan alle andere instellingshoofden van het net, opdat deze zich zouden kunnen uitspreken en hun voorzitter zouden kunnen machtigen.

§ 3. Indien nodig, roept de voorzitter de in § 1 bedoelde leden samen om de opvolging van de werkzaamheden van de Coördinatieraad te kunnen waarborgen.

HOOFDSTUK III. — *De zoneraden*

Art. 12. Artikel 12. 5 zones worden gecreëerd met instellingen van het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap en als volgt bepaald :

- 1) de zone Brussel en Waals-Brabant, waarvan het gebied overeenkomt met het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en de Provincie Waals Brabant;
- 2) de zone Henegouwen, waarvan het gebied overeenkomt met de Provincie Henegouwen;
- 3) de zone Luik, waarvan het gebied overeenkomt met de Provincie Luik, met uitzondering van het Duitse taalgebied;
- 4) de zone Luxemburg, waarvan het gebied overeenkomt met de Provincie Luxemburg;
- 5) de zone Namen, waarvan het gebied overeenkomt met de Provincie Namen.

Art. 13. Een Zoneraad wordt gevestigd in elke van de 5 zones bedoeld in artikel 12.

Indien nodig, kunnen de Zoneraden gemeenschappelijke vergaderingen houden.

Art. 14. § 1. Elke Zoneraad wordt als volgt samengesteld :

- 1) de directeurs van de onderwijsinstellingen voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap waarvan de zetel gevestigd is in de betrokken zone, onder wie de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, een voorzitter en een ondervoorzitter aanstelt overeenkomstig de bepalingen van artikel 15;
- 2) een vertegenwoordiger van het onderwijzend personeel of van het opvoedend hulppersonnel verkozen door zijn gelijken per onderwijsinstelling voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap waarvan de zetel zich in de betrokken zone bevindt;
- 3) een lid van de inspectiedienst aangesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort op de voordracht van de Pedagogische bestuurder van het onderwijs voor sociale promotie.

§ 2. De in § 1, 1) tot 3), bedoelde leden zijn stemgerechtigd.

Art. 15. Ten laatste een maand vóór het einde van het mandaat van de voorzitter van de Zoneraad, legt het secretariaat van deze in artikel 23 bedoelde Raad de lijst voor van de instellingshoofden die candidaat zijn voor de betrekkingen van voorzitter en ondervoorzitter van de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, die een voorzitter en een ondervoorzitter aanstelt onder deze. Bij gebrek aan kandidaten, kiest de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, een voorzitter en een ondervoorzitter onder de hoofden van de instellingen van de betrokken zone.

Art. 16. De mandaten van voorzitter en ondervoorzitter worden op vier jaar vastgesteld en zijn eventueel hernieuwbaar.

Art. 17. De zoneraden hebben tot opdracht :

1) aan de Coördinatieraad, op eigen initiatief of op de aanvraag van deze Raad, adviezen of voorstellen mee te delen over alle vragen betreffende de werking van het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap binnen de zone;

2) aan de Coördinatieraad voorstellen te maken en mee te delen betreffende de harmonisering van het aanbod aan opleiding in het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de andere netwerken en/of de andere opleidingsseenheden binnen de zone;

3) een advies te geven over elke aanvraag ingediend door de Coördinatieraad, inzonderheid wat betreft de acties van het Europees Sociaal Fonds en de overeenkomsten;

4) de harmonisering van het aanbod aan opleiding in het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap te bevorderen;

5) aan de Coördinatieraad samenwerkingsverbanden voor te stellen tussen het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de andere netwerken en andere opleidingsseenheden binnen de zone;

6) aan de Coördinatieraad algemene thema's voor vorming tijdens de loopbaan voor te stellen;

7) aan de Coördinatieraad een gezamenlijk standpunt voor te stellen betreffende de aanvragen om opening van nieuwe opleidingen binnen de instellingen van de zone;

8) aan de Coördinatieraad een gezamenlijk standpunt voor te stellen betreffende de aanvragen om schepping van nieuwe opleidingen binnen de zone;

9) enig voorstel te formuleren bij de Coördinatieraad met het oog op het bevorderen van het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap binnen de zone.

Art. 18. De Zoneraden vervullen de opdrachten bedoeld in artikel 17 op basis van een consensus.

Wanneer deze niet kan worden bereikt, nemen ze hun beslissingen, geven ze hun adviezen, hun voorstellen en vervullen ze al hun opdrachten bedoeld in artikel 17, op basis van een stemming met meerderheid van twee derde van de aanwezige leden die stemgerechtigd zijn.

Indien nodig, wordt een minderheidsnota gevoegd.

Art. 19. De Zoneraden kunnen zich beroepen op enige externe deskundige en kunnen werkgroepen vormen door beroep te doen op personeelsleden van de onderwijsinstellingen voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 20. Elke Zoneraad stelt zijn huishoudelijk reglement vast naar het voorbeeld van de Coördinatieraad en legt het ter goedkeuring aan de Minister voor tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort.

Art. 21. De werkingskosten van de Zoneraden worden door de instellingen van de betrokken zone betaald.

Art. 22. De personen die aan de vergaderingen van de Zoneraden of van de in artikel 19 bedoelde werkgroepen deelnemen, worden geacht als zijnde in dienstactiviteit.

HOOFDSTUK IV. — *Het zonesecretariaat*

Art. 23. Het secretariaat van elke Zoneraad wordt waargenomen door een lid van het opvoedend hulppersoneel aangesteld voor een halve uurrooster door de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort en administratief behorend tot de instelling onder de leiding van de voorzitter van het betrokken Zonecomité.

Op beslissing van het Zonecomité kan het secretariaat van deze Raden aangevuld worden met een lid van het opvoedend hulppersoneel waarvan het betrokken gedeelte van de betrekking gezamenlijk waargenomen wordt door de instellingen van de betrokken zone.

Art. 24. Het zonesecretariaat heeft tot opdracht :

1) voor het secretariaat van de Zoneraad en de in artikel 19 bedoelde werkgroepen te zorgen, de oproepingen en de notulen van de vergaderingen op te stellen, de werkzaamheden ervan voor te bereiden;

2) aan alle leden van de Zoneraad de nodige informatie voor de werkzaamheden van deze Raad mee te delen;

3) aan de Voorzitter van de Coördinatieraad en aan de leden van de Zoneraad de oproepingen en de notulen door te sturen;

4) op de aanvraag van de Voorzitter van de Zoneraad of volgens de beslissing van deze Raad, de deskundigen en de leden van de in artikel 19 bedoelde werkgroepen bijeen te roepen;

5) de opvolging van de pedagogische dossiers van stelsel 1 te verzekeren die zijn voorgesteld door de instellingen van de zone na goedkeuring van de Zoneraad in overleg met het coördinatiesecretariaat;

6) de bibliotheek van de pedagogische dossiers van de zone bij te houden.

HOOFDSTUK V. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 25. De fungerende Voorzitters van de Zoneraden op de datum van inwerkingtreding van dit besluit beëindigen hun mandaat op 31 december 2002. Tot deze datum zetelen de Voorzitters van de vroegere Zoneraden van Brussel en Waals-Brabant samen de zone Brussel en Waals-Brabant voor.

Art. 26. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 september 1998 tot oprichting van de Coördinatieraad en de Zoneraden voor het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

Art. 27. Dit besluit treedt in werking op de datum waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 28. De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 november 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 292

[2003/200027]

19 DECEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant le montant de la subvention accordée aux communes pour l'élimination des déchets générés par les inondations de l'année 2002

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, section 4, article 21, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 15 février 2001 modifiant le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro dans les arrêtés concernant les matières relatives aux déchets et relevant du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement, par le décret du 20 décembre 2001 modifiant le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets en vue de l'instauration d'une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté royal du 13 septembre 2002 considérant comme une calamité publique les pluies abondantes qui se sont abattues du 26 au 28 août 2002 sur le territoire de plusieurs communes, et délimitant l'étendue géographique de cette calamité;

Vu l'arrêté royal du 20 septembre 2002 considérant comme une calamité publique les pluies abondantes qui se sont abattues les 30 et 31 juillet 2002 sur le territoire de plusieurs communes, et délimitant l'étendue géographique de cette calamité;

Vu l'arrêté royal du 20 septembre 2002 considérant comme une calamité publique les pluies abondantes qui se sont abattues du 3 au 8 août 2002 sur le territoire de plusieurs communes, et délimitant l'étendue géographique de cette calamité;

Vu l'arrêté royal du 20 septembre 2002 considérant comme une calamité publique les pluies abondantes qui se sont abattues les 23 et 24 août 2002 sur le territoire de plusieurs communes, et délimitant l'étendue géographique de cette calamité;

Vu l'arrêté royal du 27 septembre 2002 considérant comme une calamité publique les pluies abondantes qui se sont abattues du 25 janvier au 28 février 2002 sur le territoire de plusieurs communes, et délimitant l'étendue géographique de cette calamité;

Vu l'arrêté royal du 27 septembre 2002 considérant comme une calamité publique les pluies abondantes qui se sont abattues du 18 au 21 août 2002 sur le territoire de plusieurs communes, et délimitant l'étendue géographique de cette calamité;

Vu les justificatifs adressés par les communes concernées par les arrêtés royaux précités au Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2002;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

Article 1^{er}. Une subvention destinée à couvrir les frais d'élimination des déchets générés par les inondations de l'année 2002 est octroyée aux communes reconnues comme ayant subi une calamité publique par les arrêtés royaux précités des 13 septembre 2002, 20 septembre 2002 et 27 septembre 2002.

Cette subvention est destinée à couvrir les frais d'élimination des déchets collectés dans le cadre des calamités publiques des 25 janvier au 28 février 2002, 30 et 31 juillet 2002, 3 au 8 août 2002, 18 au 21 août 2002, 23 et 24 août 2002, 26 au 28 août 2002.